

Déjeuner avec **Guy Parmelin**

L'homme qui a décliné l'invitation au Château

► En refusant de briguer la succession de Jean-Claude Mermoud, le conseiller national met en péril le seul siège UDC d'un gouvernement romand et la majorité de droite vaudoise. Des remords?

Yelmarc Roulet

Le jeudi à 13h00, à Berne, par temps de session parlementaire, c'est la débâcle. Les élus traînent ou poussent serviettes et mallettes lourdes de dossiers en se pressant vers le train qui les ramène vers leurs électeurs. Pour répondre à l'invitation du *Temps*, Guy Parmelin a retardé le départ et choisi le Della Casa, à mi-chemin entre le Palais fédéral et la gare.

C'est pratique, traditionnel, soigné et *agemütlich*. Au premier, la salle aux boiseries sombres et aux vitrages ouvragés est plus calme qu'en début de semaine. La maison, ouverte en 1892, sert sur ses nappes blanches des mets de chasse et des plats de brasserie.

Ce n'est pas à proprement parler un stamm de l'UDC, même si le parti réserve parfois cette même salle pour des réunions. Durant la session, le conseiller national loge juste à côté, au Bristol, où il a repris la chambre d'un autre agriculteur, le Genevois John Dupraz.

Ces derniers jours, ce n'est pas avec ses activités de parlementaire fédéral que Guy Parmelin a fait couler encre et salive. Mais pour avoir été l'homme qui ne veut pas y aller. Pressenti pour briguer la succession de feu Jean-Claude Mermoud au gouvernement vaudois, il a dit non.

Un refus qui en a déçu, fâché, interloqué plus d'un. Car, au lieu de la succession sans heurt qu'on lui promettait, plus rien n'est sûr

au Château cantonal pour l'élection complémentaire du 27 novembre prochain: ni le siège UDC, ni la majorité de droite de l'exécutif, alors que la gauche attend son heure.

Mauvaise conscience? «J'ai mal dormi pendant trois jours, mais c'était avant de prendre ma décision. Depuis je suis soulagé.» Les critiques sur son manque de courage, voire de responsabilité, il les a lues plus qu'entendues. «On n'aimerait pas être à ta place», lui a dit l'un. «Je ne devrais pas te saluer», a plaisanté un autre.

Il ne montre pas d'états d'âme à couper la lignée agrarienne dans laquelle il pouvait s'inscrire

Quant aux pressions subies, elles sont venues des radicaux et des libéraux bien plus que de sa propre formation. Le parti suisse ne s'en serait pas du tout mêlé, même si le siège que l'UDC occupe depuis 1962 au Conseil d'Etat vaudois est le seul et unique dans un gouvernement romand.

Guy Parmelin admet que le défi aurait été compatible avec sa vie de famille, même s'il aurait fallu renoncer aux 20% qu'il fait toujours à la ferme et dans les vignes familiales. Ce n'est pas non plus le risque de tout perdre qui a joué. Pour lui, cela a toujours été clair. Il se plaît

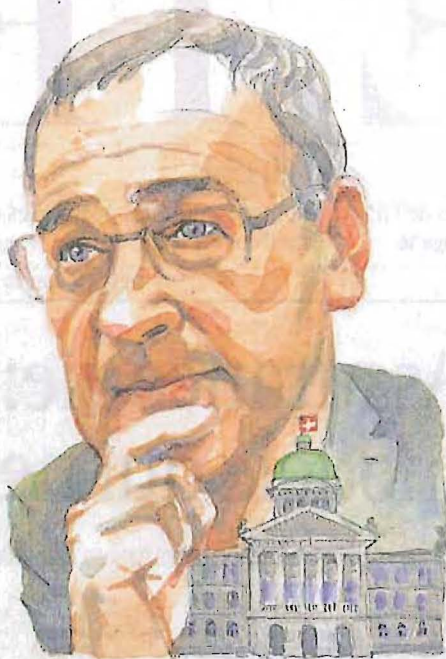
au parlement fédéral, où il siège depuis huit ans, et il donne la priorité à ces dossiers. Il ne voulait pas quitter la course aux Etats, dans laquelle il voit une petite chance de mettre la gauche en ballottage, voire de lui ravir un des deux sièges. «Dix jours avant sa mort, Jean-Claude Mermoud m'a demandé de réfléchir encore une fois, en vue des élections cantonales de mars. Je lui ai dit que j'y réfléchirais après les élections fédérales.»

Il est convaincu d'être plus utile au parlement fédéral qu'à Lausanne. Utile au parti, au canton, aux citoyens qui viennent à moi pour me demander d'intervenir auprès du département.

Après s'être assuré que la maison servait du vin suisse, Guy Parmelin énumère ses compétences. Il siège au bureau de deux commissions, celle de l'énergie et de l'aménagement du territoire et celle de la santé et des affaires sociales. «Il y a le dossier de l'Al à finir, ce qui sera difficile; les réformes fondamentales qui s'annoncent dans le 2e pilier. J'ai la chance d'être dans la sous-commission, nous intervenons en amont, nous sommes un peu les techniciens de la commission.»

On cherchait un ministre et on trouve un technicien, se dit-on en l'écoutant. «J'aurais été parfaitement capable de prendre l'habit de conseiller d'Etat, rétorque-t-il. Mais je me suis demandé: «Est-ce vraiment ça que tu veux?»

Après Marc-Henri Ravussin, Marcel Blanc, Pierre-François



P. Tondreau

Veillon et Jean-Claude Mermoud, il pouvait s'inscrire dans cette lignée agrarienne. Il ne montre pas d'états d'âme à couper le fil. «Le sang neuf vient des villes, notre parti a réussi sa mue et il faut encourager la relève.» Il s'amuse même de l'image soudain respectable qu'on veut lui donner. «En 2007, on me critiquait pour blocérisme – le radical Charles Favre, qui faisait équipe avec moi pour les Etats, a perdu des voix de ce fait – et aujourd'hui on me tient pour indispensable. Je ne crois pas avoir tellement changé en quatre ans! On a une fausse image de moi.»

Il invoque ses votes et son profil smartvote. Sous la Coupole fédérale, il est peut-être l'un des moins à droite parmi les soixante élus de son groupe, avec Pierre-François Veillon et le Bernois Andreas Aebi,

un autre agriculteur. Mais parmi les cinq UDC vaudois, il est sans conteste le plus droitier.

«Prenez la libre circulation des personnes. Il est faux de dire qu'il y aurait des agrariens pour et une nouvelle garde urbaine contre, ce n'est pas si simple.» A l'interne, devant les UDC vaudois, Guy Parmelin s'est battu pour défendre la libre circulation lors de la première extension. Il a gagné. Il a perdu en revanche lors de la seconde occasion, les siens n'ayant plus voulu le suivre. Aujourd'hui, il défend l'initiative «contre l'immigration de masse». Il est même dans le comité, car il veut «qu'on pose la question franchement».

La serveuse repasse les plats. Les spécialités du Della Casa sont proposées en deux services.

Le risque de perdre le siège est réel, il n'en disconvient pas. «Ce

qui serait très mauvais pour le parti et le gouvernement du canton. Près du quart de la population ne serait plus représentée.»

Son ambition de favoriser la relève est certes noble. Sauf que tous les noms articulés, du chef du groupe Pierre-Yves Rapaz à la députée Fabienne Despot, en passant par l'ancien député libéral Nicolas Daïna, suscitent en dehors de leur cercle le rejet plus que le rassemblement. «Il ne faut pas juger les gens prématurément, répond Guy Parmelin. La compétition sera intéressante.»

Dans le fond, comment expliquer que le grand parti de droite, qui prétend investir les exécutifs et la Chambre des cantons, n'ait pas mieux préparé cette succession? Au point que lorsqu'on celui que l'on tenait pour le principal recours vient à manquer tout semble dépeuplé? Il y a bien dû avoir malentendu. «On s'est dit «il est là» et cela a servi d'oreiller de paresse, avance Guy Parmelin. Certains manquent aussi de motivation. Le parti a grandi vite. Dix-huit sections ont été créées dans les villes. Nous n'avons plus aucune peine à remplir nos listes, alors qu'avant il fallait se mettre à genoux pour les boucler. Mais il y a un trou générationnel.»

Son choix fait, Guy Parmelin retournera, si les électeurs le veulent, aux dossiers qui le passionnent. Il évoque un moment de fierté: la campagne victorieuse contre l'initiative socialiste qui voulait priver les cantons des revenus de la BNS. Il avait réussi à mobiliser dans une conférence de presse, à Lausanne, les ministres des Finances de plusieurs cantons, des cantons «sans lesquels rien ne se fait». Pour ce genre de campagne, Guy Parmelin l'a prouvé: «Si on m'appelle, je réponds toujours présent.»

Le menu

1 spaghetti «Delli»
1 Wiener Schnitzel
3 dl pinot noir d'Epesses
0,5 l d'eau minérale
2 cafés
Total: 106 fr. 80